

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76032 ROUEN

ROUEN, le 17 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOREALIS CHIMIE

12 place de l'Iris
La Défense 2
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2023.07.R.22
Code AIOT : 0005800607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement BOREALIS CHIMIE implanté 30, rue de l'Industrie 76121 Le Grand-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOREALIS CHIMIE
- 30, rue de l'Industrie 76121 Le Grand-Quevilly
- Code AIOT : 0005800607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'activité du site est la fabrication d'engrais.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Electricité	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 8.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Appareils mécaniques et de manutention	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.6.6 de l'annexe 10	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Nettoyage des installations	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.2.4.3.5 et 2.2.4.3.7 de l'annexe 8	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Gestion du remplissage du magasin 2500	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.2.4.1 de l'annexe 8	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.2.1 de l'annexe 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Réservoirs et canalisations	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 8.6.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 23/11/2021, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 1.7.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a été réalisée à l'occasion de tests réalisés sur la détection gaz et faisant l'objet d'un rapport distinct. Cette visite a été l'occasion d'effectuer le suivi des demandes de la visite d'inspection du 5 juin 2023 et d'aborder le sujet du suivi des tuyauteries et des réservoirs. Un point a également été abordé à l'initiative de l'exploitant sur la demande de dérogation à venir d'augmentation temporaire de la capacité des sphères d'ammoniac.

A l'issue de la visite, plusieurs non-conformité sont relevées sur les sujets suivants :

- suivi de la conformité des installations électriques et de l'adéquation ATEX des matériels
- nettoyage des installations

D'autres demandes sont formulées sur les sujets suivants :

- vérification des sécurités des organes de manutention,
- prévention des débordement dans le magasin 2500,
- contrôles des tuyauteries et des réservoirs

Compte tenu des non-conformités relevées, une nouvelle visite d'inspection sera réalisée cette année pour récolter les différents sujets identifiés suite à cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2023
Prescription contrôlée : Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. L'article 8.3.4.1 précise également : "Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques."
Constats : Les rapports de contrôle des installations électriques des magasins E, F et 2500 demandés lors de la visite du 5 juin et à nouveau lors de la visite du 20 juin ont été transmis par l'exploitant par courriels du 4 et 11 juillet 2023. Commentaire n°1 : il est attendu une plus grande réactivité de l'exploitant concernant la transmission des documents demandés par l'inspection des installations classées. Les Q18 datés du 10/02/2022 et du 20/12/2002 concluent tous les deux que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. <u>Certains dangers apparaissent comme déjà signalés dans le Q18 du 20/12/2022, ce qui constitue une non-conformité :</u> <ul style="list-style-type: none"> - dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel, - inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion, - défaut de continuité du conducteur de protection dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risque d'explosion L'exploitant a fourni des numéros d'avis de maintenance pour les non-conformités signalées. A la demande de l'inspection, l'exploitant a également fourni un tableau de suivi pour les magasins 2500, E et F. Ce tableau indique que pour les différents avis, les non-conformités sont soit au statut "Closed", c'est à dire réalisé soit au statut "Rejected" c'est à dire rejeté ou non réalisé. Il convient de noter que : <ul style="list-style-type: none"> - le tableau ne précise pas les dates de réalisation des mises en conformité - le statut rejeté ou non réalisé n'est assorti d'aucun commentaire dans le tableau même si l'exploitant a fourni quelques explications supplémentaires dans son courriel du 10 juillet 2017 (manques d'identification, installations hors tension le jour de la visite, test réalisé a posteriori et qui étaient satisfaisants selon l'exploitant). Il apparaît à ce stade (suite aux éléments transmis) difficile de statuer sur la levée de toutes les non-conformités électriques. Commentaire n°2 : la gestion du suivi des non-conformités identifiées lors de la vérification des installations électriques n'est pas satisfaisante (voir demande n°1 ci-dessous demandant la réalisation d'un contrôle anticipé pour justifier la levée des non-conformités évoquées ci-dessus). Par ailleurs, ces mêmes Q18 relèvent d'autres anomalies non justifiées dans la réalisation du contrôle :

- la désignation des locaux à risque d'incendie par l'exploitant n'a pas été transmise au contrôleur
- le document relatif à la protection contre les explosions n'a pas été transmise au contrôleur
- la vérification menée n'est pas complète mais partielle :
 - * la continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles n'a pu être vérifiée
 - * rapport d'adéquation et la déclaration CE de conformité
 - * absence de mise à disposition de moyens d'accès sécurisés pour le contrôle des équipements en hauteur
 - * absence de mise à disposition du rapport de vérification initiale de certaines installations ayant fait l'objet de modifications dites de structure
 - * ...

Ce point constitue une non-conformité à l'article 8.3.4 qui précise qu'une vérification de l'ensemble de l'installation électrique doit être effectuée au minimum une fois par fois et à l'article 8.3.4.1 qui précise que le plan des zones à risques doit être porté à la connaissance de l'organisme de contrôle des installations électriques.

Par ailleurs, l'absence de rapport d'adéquation ATEX des dispositifs placés en zone est susceptible de constituer une non-conformité à l'article L. 557-4 du code de l'environnement.

Demande n°1 : Compte tenu de la possibilité de faire un contrôle rapidement, aucune suite n'est pour l'instant proposée. L'exploitant fournira **avant le 1er septembre 2023** :

- le zonage ATEX de l'ensemble du site
- le ou les rapports d'adéquation ATEX des matériels utilisés en zones ATEX de l'ensemble du site
- un bon de commande pour anticiper le prochain contrôle des installations électriques qui devra porter sur une **vérification complète des installations** des magasins E, F et 2500 et débuter **avant fin septembre 2023**.

La confirmation écrite de la période retenue par le contrôleur doit également être fournie. En cas d'impossibilité de réaliser tel ou tel contrôle, les justificatifs et les mesures compensatoires devront être apportés par l'exploitant lors d'une réunion à organiser avec l'inspection des installations classées et le contrôleur des installations électriques. Au regard des éléments transmis d'ici le 1er septembre et du résultat du prochain contrôle, l'inspection des installations classées jugera de la nécessité de proposer un arrêté préfectorale de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Appareils mécaniques et de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.6.6 de l'annexe 10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des points chauds
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils mécaniques (engins de manutention, bandes transporteuses...) utilisés à l'intérieur des installations ne comportent aucune zone chaude non protégée susceptible d'entrer en contact avec les engrais. Les engins de manutention (chargeuses sur pneus, chariots élévateurs) doivent être nettoyés avant et après entretien et réparation et rangés après chaque séance de travail à l'extérieur des locaux.</p> <p>MMR : Les tambours des convoyeurs à bandes sont équipés de contrôleur de déport de bandes, de contrôleurs de rotation, qui arrêtent automatiquement en cas de différence de vitesse entre la bande et le tambour, l'équipement concerné et tous les autres convoyeurs situés en amont avec un temps de réponse complet de la chaîne inférieur à 5 minutes ;</p> <p>et les moteurs des convoyeurs sont équipés d'un contrôleur de surintensité asservi à son arrêt. Le niveau de confiance de cette MMR (composée des deux sécurités susmentionnées) est de 1 avec un temps de réponse complet de la chaîne inférieur à 5 minutes.</p> <p>MMR : Les bandes des convoyeurs sont de type « non propagation de la flamme » selon la norme NF EN ISO 340.</p> <p>L'exploitant assure une traçabilité du remplacement des bandes permettant de justifier le respect de la présente disposition. Le niveau de confiance de cette MMR est de 2.</p> <p>Les tapis sont également équipés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les rouleaux sont fermés et étanches afin de rendre le confinement impossible, ; – chaque tapis est équipé d'un dispositif d'arrêt d'urgence par câble et d'un bouton d'arrêt d'urgence (dans le cas d'un système non capoté) ou d'un bouton d'arrêt d'urgence uniquement (dans le cas d'un système capoté) et d'un contrôleur de rotation. <p>Les canalisations et le matériel électrique ne doivent en aucun cas être en contact avec les engrais et présentent un degré de protection à l'eau et aux poussières IP55 au minimum.</p> <p>Les engins de manutention disposent d'un pot d'échappement dirigé vers le haut afin de prévenir les échauffements de produits. La température de leur huile est strictement inférieure à la température de décomposition des fertilisants utilisés dans ces installations.</p> <p>Les trémies sont éloignées de plus de 10 m des cases des magasins E et F.</p> <p>Les équipements entrent dans un plan de maintenance préventive.</p> <p>Les installations ne sont pas équipées de système de chauffage.</p> <p>Les installations ne comprennent pas de canalisations dans lesquelles circulerait un fluide chaud.</p> <p>Les installations ne comprennent pas de générateurs de fluide chaud.</p> <p>Les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, les rhéostats... sont placés à une distance suffisante des engrais de telle sorte qu'un départ de feu sur ces installations, ne puisse pas initier de décomposition.</p> <p>Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits</p> <p>L'apport de flammes nues, de points chauds ou d'appareils générateurs d'étincelles est interdit excepté dans les conditions prévues à l'article 8.4.5 du titre 8 des prescriptions annexées au présent arrêté. Cette interdiction est affichée à proximité des issues des locaux relevant du présent article.</p>
<p>Constats : Les rapports de contrôle des sécurités des organes de manutention pour les magasins E, F et 2500 demandés lors de la visite du 5 juin 2023 ont été transmis par courriels du 4 et 10 juillet 2023. Ces rapports ne relèvent pas d'anomalie. L'exploitant a par ailleurs fourni la fiche MMR relative au contrôle de rotation du convoyeur T553 du magasin E indiquant une périodicité de test de 36 mois.</p> <p><u>Demande n°2</u> : Au delà du délai de transmission (cf commentaire sur la transmission des</p>

documents relatifs au contrôle des installations électriques), l'inspection considère que les documents transmis sont satisfaisants. En revanche, l'arrêté préfectoral prévoit notamment 2 autres sécurités dont les tests n'ont pas été transmis (contrôle de déport de bande et contrôle de surintensité). L'exploitant transmettra ces tests **avant le 1er septembre 2023**. L'inspection considère également justifié de demander à l'exploitant de réaliser une auto-évaluation complète sur l'article 2.6.6 de l'annexe 10 de son arrêté préfectoral **avant fin septembre 2023**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.2.4.3.5 et 2.2.4.3.7 de l'annexe 8
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2023
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques ne sont pas en contact avec les engrais et sont étanches à l'eau et aux poussières (IP55).</p> <p>Les installations (ensemble des équipements fixes nécessaires à la manutention des engrais, galerie, locaux, canalisations, matériels...) sont entretenues et nettoyées régulièrement afin d'éviter toute accumulation d'ammonitrates et de poussières. Les résidus de balayage, les fines et les engrais contaminés sont collectés (et inertés au besoin). Ils sont traités conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les dates de vidange et de nettoyage sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'ammonitrate répandu au sol ou dans la galerie, le personnel collecte immédiatement le produit et le traite selon les dispositions du présent arrêté et de la réglementation en vigueur. Les équipements sont immédiatement nettoyés.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, il a été constaté des amas d'engrais au niveau de la galerie du transporteur alimentant le magasin 2500 et au niveau de passage de câbles électriques. <u>Ces constats constituent une non-conformité.</u></p> <p>Par courriel du 27 juin, l'exploitant a transmis des photos justifiant du nettoyage réalisé. Par courriel du 10 juillet, l'exploitant a indiqué que des "points zéro" de nettoyage étaient réalisés entre des références produits différents ou afin d'assurer des inventaires. L'un des "points zéro" transmis date du 25 mai 2023. L'exploitant a indiqué qu'un programme "Housekeeping" a été mis en place en 2023 pour réaliser des visites tournées mensuelles pour vérifier l'état de propreté. Ces tournées ne font pas l'objet d'une traçabilité et aucun registre de nettoyage n'est mis en place au delà des "points zéro"</p> <p><u>Commentaire n°3 :</u> au regard des constats du 20 juin, le quadrillage des "points zéro" et des visites "housekeeping" ne soit pas adapté.</p> <p><u>Demande n°3 :</u> compte tenu de la réactivité de l'exploitant pour réaliser les opérations de nettoyage, l'inspection ne propose pas à ce stade de mise en demeure mais précise que les démarches entreprises par l'exploitant ne sont pas suffisantes et doivent être renforcées et faire l'objet d'une traçabilité. Ce point sera à nouveau examiné lors d'une prochaine visite d'inspection. Il est attendu une procédure décrivant le quadrillage des tournées et leur périodicité <u>avant le 15 septembre 2023.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Gestion du remplissage du magasin 2500

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.2.4.1 de l'annexe 8
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du remplissage du magasin 2500
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2023
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Le magasin comporte une case spécifique dite « case 5 » réservée au stockage temporaire en vrac d'ammonitrates non commerciaux (qui peuvent être conformes à la norme NFU 42-001) avant leur conditionnement. La quantité maximale d'ammonitrates non-conformes dans cette case est limitée à 5 tonnes.</p> <p>La surveillance du stockage et de ses annexes est assurée en permanence par au moins deux caméras ou par des rondes régulières toutes les 15 minutes.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Un nouveau débordement d'ammonitrates conformes dans la case dédiée aux produits non conformes (case 5) a été observée lors de la visite du 20 juin. L'exploitant a précisé par courriel du 27 juin 2023 qu'une mesure compensatoire a été mise en oeuvre, à savoir que les produit non-conforme sont inertés immédiatement sans être stockés en case 5.</p> <p><u>Demande n°4 :</u> l'inspection prend note de la mesure compensatoire et demande à ce qu'une nouvelle procédure soit mise en oeuvre <u>d'ici le 15 septembre 2023</u> pour éviter tout débordement. L'inspection précise en outre que le nombre et la répartition des caméras doit faire l'objet d'une analyse fine, notamment pour la période de nuit où il n'y a pas de personnel dans le magasin alors que des opérations de chargement du magasin peuvent avoir lieu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.2.1 de l'annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tuyauteries de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.</p> <p>Les tuyauteries et leurs supports sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour préserver l'intégrité des tuyauteries vis-à-vis des chocs et contraintes mécaniques diverses. En particulier, elles sont implantées de manière à ne pas être exposées à des heurts dus à la circulation interne et externe de véhicules.</p> <p>Le cheminement de l'ensemble des tuyauteries est porté sur des plans tenus à jour. Les tuyauteries sont repérées in situ conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les tuyauteries cheminant au-dessus des voies de circulation sont clairement signalées par des gabarits.</p> <p>Les racks supportant les tuyauteries sont maintenus en bon état.</p> <p>Lorsqu'une tuyauterie est équipée de vannes de sectionnement automatiques intervenant dans mise en oeuvre d'une mesure de maîtrise des risques, le temps de fermeture de ces vannes est compatible avec la cinétique de mise en oeuvre de la sécurité définie dans l'étude de dangers afférente.</p>
<p>Constats : trans</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une ancienne tuyauterie d'ammoniac liquide désaffectée - un défaut d'étanchéité sur le calorifuge d'une tuyauterie d'ammoniac liquide - de la corrosion au niveau d'un rack d'une tuyauterie d'ammoniac <p>Par courriel du 26 juin 2023, l'exploitant a transmis le dernier rapport de requalification de la ligne d'ammoniac liquide en date du 07/05/2021 réalisé par le SIR (Service d'Inspection Reconnu) du site. Ce rapport conclut que l'équipement, après les travaux réalisés, peut être maintenu en service sans modification du plan d'inspection. L'exploitant précise qu'une campagne de contrôle est en cours et que le défaut de calorifuge étant situé vers le bas, une entrée d'eau potentielle aurait tendance à s'évacuer et donc ne présente pas de risque important.</p> <p><u>Demande n°5 :</u> l'exploitant transmettra le rapport de contrôle de la campagne en cours avant le 15 septembre 2023 et précisera si l'observation suivante du précédent rapport a été prise en compte : "Le frigo sera à déposer à 100% sur les deux iso ISO 81191-1/2 et ISO 81172-1/2 lors de la prochaine IP".</p> <p>Par courriel du 26 juin 2023, l'exploitant a transmis le dernier rapport d'inspection périodique de la tuyauterie d'ammoniac dirigée vers le stockage NASC en date du 29/01/2021. Ce rapport intègre bien un volet vérification du supportage. Les mentions relatives au supportage sur les différentes parties de la tuyauterie sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "en état aux parties visibles" - "peu visible (rack). En état aux parties visibles" - "corrosion superficielle sur les supports" <p>La conclusion générale du rapport sur le volet supportage est la suivante : "présence de corrosion superficielle sur les supports, sans gravité"</p> <p>Le rapport indique également "Inspection réalisée aux parties accessibles depuis les passerelles et les échafaudages en place"</p>

<p><u>Demande n°6</u> : L'inspection prend acte des conclusions du rapport mais considérant le petit manque de métal observé sur une poutrelle lors de la visite (sans gravité apparente sur la structure mais ne relevant pas d'une simple corrosion superficielle), l'inspection s'interroge sur les critères retenus et sur la périodicité de contrôle. L'exploitant précisera <u>avant le 15 septembre 2023</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les critères pris en compte pour l'inspection des supportages, - les règles observées pour l'accessibilité et la visibilité des supports à contrôler (% devant être rendu accessible et/ou visible par passerelles, échaffaudage ou nacelle par exemple), - la date du prochain contrôle de ce supportage.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 8.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs de stockage sont conçus (matériaux, revêtements...) pour résister à l'action physique et chimique des produits qui y sont entreposés. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. La conception des réservoirs doit faciliter le travail de maintenance et d'inspections. Les réservoirs (ainsi que les accessoires et supports) font l'objet de tout contrôle approprié (visites intérieures...)</p> <p>permettant de garantir leur bon état et leur bonne étanchéité.</p> <p>Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté des déformations sur le bac d'acide nitrique R3102</p> <p>Par courriel du 26 juin 2023, l'exploitant a indiqué que les déformations constatées datent d'un incident de juillet 1990 à l'occasion d'une réparation de fuite. Des contrôles ont ensuite été réalisés pour autoriser la remise en service du bac. Les déformations n'ont pas évolué depuis. L'exploitant a également fourni le dernier rapport de contrôle en date du 21/02/2023 qui confirme l'acceptabilité des déformations et conclut que le bac peut être maintenu en service.</p> <p>Commentaire n°4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le reportage photo du rapport présente uniquement un des deux endroits où les déformations sont le plus apparentes. - le rapport ne fait pas mention de mesure de verticalité <p>Demande n°7 : l'exploitant indiquera avant le 15 septembre 2023 l'état d'avancement des 3 actions à réaliser suite à ce contrôle (SUGG 18-0098, SUGG 20-0076 et SUGG 21-0946) et précisera la date à laquelle l'observation suite sera prise en compte : "<i>présences de coulûres d'oxydes le long de la robe du réservoir sur plusieurs zones, visuel à prévoir lors de l'ouverture du réservoir de la cornière de rive supérieure en interne et en externe</i>". Enfin, compte tenu des observations sur les réparations faites entre le fond et le massif béton, l'exploitant précisera si des mesures de verticalité ont déjà été réalisées et/ou sont planifiées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BOREALIS CHIMIE, dont le siège social est situé à Courbevoie (92 400) au 20 ter, rue de Bézon, est mise en demeure, pour son établissement de fabrication d'engrais et produits azotés qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Grand-Quevilly au 30, rue de l'Industrie, de respecter les dispositions de l'article 8.3.4 du titre 8 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2018 sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalise sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les travaux permettant de lever la non-conformité relevée dans le Q18 du 07 décembre 2020 réalisé par l'APAVE portant sur les installations électriques qui ne sont pas limitées à celles nécessaires au fonctionnement de la chaufferie ; • transmette à l'inspection des installations classées sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté un rapport de vérification effectué par un organisme habilité ainsi que le Q18 associé confirmant la levée effective de cet écart.
<p>Constats : L'inspection a permis de constater le déplacement du tableau électrique du local chaufferie du laboratoire situé en zone est vers une pièce située à l'extérieur de celui-ci, permettant la levée de la non-conformité à l'origine de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en objet. Par ailleurs, l'exploitant a transmis les documents suivants par courrier en date du 29/04/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de levée de réserves de la société Hébert, laquelle a effectué les travaux - l'extrait de la vérification périodique des installations électriques de 2020 ainsi que le Q18 afférent annoté et signé par la société Hébert ayant effectué les travaux - l'attestation de levée de réserves de l'APAVE, organisme habilité ayant relevé la remarque faisant l'objet de la mise en demeure. Cette attestation est datée du 29/04/2022 <p>Commentaire n°5 : L'inspection propose à monsieur le préfet la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 23/11/2021.</p>
Type de suites proposées : levée de mise en demeure

N° 8 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 1.71.
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : A l'occasion de cette visite, l'exploitant a présenté les premiers éléments concernant sa demande à venir d'augmentation temporaire de capacité maximale des sphères d'ammoniac.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet